



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/76
6 mars 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième et unième session
Point 98 a) de la liste préliminaire*

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : APPLICATION DES DÉCISIONS
ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR
L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre
la désertification dans les pays gravement touchés par la
sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique

Note du Secrétaire général

Additif

La huitième session du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, s'est tenue à Genève, du 5 au 15 février 1996. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale, en annexe à la présente note, le rapport sur les travaux de cette session.

* A/51/50.

ANNEXE

Rapport du Comité intergouvernemental de négociation
chargé d'élaborer une convention internationale sur
la lutte contre la désertification dans les pays
gravement touchés par la sécheresse ou par la
désertification, en particulier en Afrique, sur les
travaux de sa huitième session

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|---|---------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION | 1 | 4 |
| II. QUESTIONS D'ORGANISATION | 2 - 15 | 4 |
| A. Bureau du Comité | 2 - 5 | 4 |
| B. Adoption de l'ordre du jour | 6 | 5 |
| C. Participation | 7 - 13 | 5 |
| D. Documentation | 14 | 7 |
| E. Accréditation des organisations non gouvernementales | 15 | 7 |
| III. PRÉPARATIFS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES | 16 - 29 | 7 |
| A. Recommandations du Groupe de travail I | 17 - 21 | 7 |
| B. Recommandations du Groupe de travail II | 22 - 27 | 8 |
| C. Exposés sur l'eau et l'énergie | 28 - 29 | 8 |
| IV. ACTION SPÉCIFIQUE | 30 - 31 | 9 |
| V. ÉTAT DE LA SIGNATURE ET DE LA RATIFICATION DE LA CONVENTION | 32 - 36 | 9 |
| VI. EXAMEN DE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LES FONDS EXTRABUDGÉTAIRES | 37 - 38 | 9 |
| VII. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA NEUVIÈME SESSION . . . | 39 | 9 |
| VIII. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ SUR LES TRAVAUX DE SA HUITIÈME SESSION | 40 | 10 |

TABLE DES MATIÈRES (suite)

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| APPENDICES | |
| I. Liste des documents dont le Comité était saisi à sa huitième session | 11 |
| II. Décisions adoptées par le Comité à sa huitième session | 14 |
| III. Conclusions du Président | 19 |
| A. Eau et énergie | 19 |
| B. Action spécifique | 19 |
| C. Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires | 24 |
| IV. Ordre du jour provisoire de la neuvième session du Comité . . . | 25 |

I. INTRODUCTION

Ouverture et durée de la session

1. La huitième session du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, s'est tenue à Genève du 5 au 15 février 1996. Cette session a été convoquée en application du paragraphe 3 de la résolution 50/112 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1995, intitulée "Élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique". À sa huitième session, le Comité a tenu huit séances (1re à 8e).

II. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Bureau du Comité

2. À sa sixième session, le Comité a décidé, conformément au paragraphe 3 a) de sa résolution 6/1, que le Groupe de travail I comprendrait un vice-président supplémentaire. En conséquence, à sa 5e séance, le 7 février 1996, il a élu par acclamation M. Franklin C. Moore (États-Unis d'Amérique) Vice-Président du Groupe de travail I.

3. À la 7e séance, le 13 février, le Comité a élu M. Mohamed Mahmoud Ould El Ghaouth (Mauritanie) Président du Groupe de travail I, en remplacement de M. Mourad Ahmia (Algérie), qui n'était plus en mesure d'assumer cette fonction.

4. À la 8e séance, le 15 février, le Comité a élu Mme A. K. Ahuja (Inde) Vice-Présidente, en remplacement de M. T. P. Sreenivasan (Inde), qui n'était plus en mesure d'assumer cette fonction.

5. Le Bureau du Comité, tel que celui-ci l'a élu à ses sixième et huitième sessions, était composé comme suit :

Président : M. Bo Kjellén (Suède)

Vice-Présidents : M. René Valéry Mongbe (Bénin)
Mme A. K. Ahuja (Inde)
M. José Urrutia (Pérou)

Rapporteur : M. Nikita F. Glazovsky (Fédération de Russie)

Groupe de travail I

Président : M. Mohamed Mahmoud Ould El Ghaouth (Mauritanie)

Vice-Présidents : M. Mohammad Reza H. K. Jabbary (République islamique d'Iran)
M. Erwin Ortíz-Gandarillas (Bolivie)
M. Franklin C. Moore (États-Unis d'Amérique)

/...

Groupe de travail II

Président : M. Takao Shibata (Japon)

Vice-Présidents : M. David Etuket (Ouganda)
M. Anatoli M. Ovchinnikov (Ouzbékistan)

B. Adoption de l'ordre du jour

6. À la 1re séance, le 5 février, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Préparatifs de la Conférence des Parties.
3. Action spécifique :
 - a) Mesures urgentes en faveur de l'Afrique;
 - b) Mesures prises dans les autres régions.
4. État de la signature et de la ratification de la Convention.
5. Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires.
6. Adoption de l'ordre du jour provisoire de la neuvième session.
7. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa huitième session.

C. Participation

7. Ont participé à la session des représentants des États suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie Saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakstan, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Siège, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Tchad, Togo, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

8. La Palestine était aussi représentée.

/...

9. Les bureaux et organes des Nations Unies ci-après étaient représentés : Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne (BNUS), Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Volontaires des Nations Unies.

10. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) était aussi représentée.

11. Les institutions spécialisées et autres organisations du système des Nations Unies ci-après étaient représentées : Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation météorologique mondiale (OMM), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

12. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées : Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement, Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), Commission de la Communauté européenne, Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Ligue des États arabes, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation de l'unité africaine (OUA) et Union du Maghreb arabe (UMA).

13. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées : Actions pour le développement rural intégré, Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, Association des volontaires pour le développement, Association pour la protection de la nature, Australia Wilderness Society, Bureau européen pour l'environnement, Comité consultatif mondial de la Société des amis, Comité de Coordination des actions des organisations non gouvernementales au Mali, Comité Nacional Pro Defensa de la Fauna y Flora (CODEFF), Confédération des organisations non gouvernementales d'environnement et de développement de l'Afrique centrale, Conseil international des femmes (CIF), Coopérative d'agriculture et d'élevage de reboisement de Bareina, Development Group, Environment Liaison Centre International, Environmental Monitoring Group South Africa, Environmentalist Society Soudan, Environnement et développement du tiers monde, Friends of the Earth, Fundación del Sur, GAP, GECOU (Groupe de recherche), German Forum, GUAMINA, Guinée-Écologie, Institut de recherche sur l'environnement, Institut de Stockholm pour l'environnement (SEI), International Academy of the Environment, Namibia Development Trust, Natural Heritage Institute, Proterra, Sahel Défis : développement, environnement, formation, insertion sociale, Service Extension and Action Research for Communities in the Hills (SEARCH) Nepal, Société pour la conservation et la protection de l'environnement, Solidarité Canada-Sahel, Thusano Lefatsheng Uganda Women Tree Planting Movement, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, World Learning USA, Youth for Action et Zero-Zimbabwe.

D. Documentation

14. On trouvera à l'appendice I au présent rapport la liste des documents dont le Comité était saisi à sa huitième session.

E. Accréditation des organisations non gouvernementales

15. À la 1re séance, le 5 février, le Comité, tenant compte du paragraphe 19 de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, et de l'article 49 du règlement intérieur du Comité (A/AC.241/3), a décidé d'approuver l'accréditation des organisations non gouvernementales dont la liste figure dans les documents A/AC.241/9/Add.11 (voir appendice II, décision 8/1).

III. PRÉPARATIFS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

16. Le Comité a confié la question des préparatifs de la Conférence des Parties (point 2 de l'ordre du jour) aux groupes de travail I et II.

A. Recommandations du Groupe de travail I

17. À la 8e séance, le 15 février, le Président du Groupe de travail I, M. Erwin Ortíz-Gandarillas (Bolivie), a rendu compte de l'issue des débats de ce groupe de travail et a présenté quatre projets de décision que le Groupe de travail a recommandé au Comité d'adopter.

Désignation d'un secrétariat permanent et dispositions à prendre pour en assurer le fonctionnement

18. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.I(8)/L.1) intitulé "Désignation d'un secrétariat permanent et dispositions à prendre pour en assurer le fonctionnement", tel qu'il avait été révisé oralement par le Vice-Président (voir appendice II, décision 8/2).

Programme et budget

19. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.I(8)/L.2) intitulé "Programme et budget" (voir appendice II, décision 8/3).

Règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat permanent

20. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.I(8)/L.3) intitulé "Règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat permanent" (voir appendice II, décision 8/4).

Choix de l'organisation qui abritera le Mécanisme mondial

21. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.I(8)/L.4) intitulé "Choix de l'organisation qui abritera le Mécanisme mondial", tel qu'il avait été révisé oralement par le Vice-Président (voir appendice II, décision 8/5).

B. Recommandations du Groupe de travail II

22. À la 8e séance, le 15 février, le Président du Groupe de travail II, M. Takao Shibata (Japon), a rendu compte de l'issue des débats de ce groupe de travail et a présenté cinq projets de décision dont le Groupe de travail a recommandé l'adoption par le Comité.

Organisation de la coopération scientifique et technique

23. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.II(8)/L.1) intitulé "Organisation de la coopération scientifique et technique" (voir appendice II, décision 8/6).

Projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties

24. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.II(8)/L.2) intitulé "Projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties" (voir appendice II, décision 8/7).

Procédures de communication d'informations et d'examen de l'application de la Convention

25. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WG.II(8)/L.3) intitulé "Procédures de communication d'informations et d'examen de l'application de la Convention" (voir appendice II, décision 8/8).

Procédures de conciliation et d'arbitrage

26. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WP.II(8)/L.4) intitulé "Procédures de conciliation et d'arbitrage", tel qu'il avait été révisé oralement par le Président du Groupe de travail (voir appendice II, décision 8/9).

Procédures de règlement des questions concernant l'application

27. Le Comité a adopté un projet de décision (A/AC.241/WP.II(8)/L.5) intitulé "Procédures de règlement des questions concernant l'application", tel qu'il avait été révisé oralement par le Président du Groupe de travail (voir appendice II, décision 8/10).

C. Exposés sur l'eau et l'énergie

28. À sa 4e séance, le 7 février, le Comité a écouté des exposés sur l'eau et l'énergie.

29. À sa 8e séance, le 15 février, le Comité était saisi d'un document de séance contenant les conclusions du Président sur ces exposés (A/AC.241/CRP.17), que le Comité a décidé de joindre au présent rapport (voir appendice III).

IV. ACTION SPÉCIFIQUE

30. Le Comité a examiné les questions de l'ordre du jour intitulées Action spécifique : mesures urgentes en faveur de l'Afrique [point 3 a)] et mesures prises dans d'autres régions [point 3 b)], de sa 2e à sa 6e séance, les 8, 9 et 14 février 1996.

31. À sa 8e séance, le 15 février, le Comité était saisi d'un document de séance contenant les conclusions du Président sur cette question (A/AC.241/CRP.16), que le Comité a décidé de joindre au présent rapport (voir appendice III).

V. ÉTAT DE LA SIGNATURE ET DE LA RATIFICATION DE LA CONVENTION

32. Le Comité a débattu de la question de l'état de la signature et de la ratification de la Convention (point 4 de l'ordre du jour) à ses 2e et 6e séances, les 6 et 12 février 1996.

33. Le Secrétaire exécutif du secrétariat intérimaire a fait savoir au Comité que 25 pays avaient ratifié la Convention.

34. Un certain nombre de pays ont indiqué qu'ils avaient soit engagé le processus de ratification de la Convention, soit l'avaient mené à son terme.

35. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que son gouvernement avait décidé de ne pas signer la Convention. La décision d'adhérer ou non à la Convention serait déterminée avant tout par la question de savoir si son statut de pays à économie en transition serait ou non pris en considération.

36. Le Président a déclaré que les débats ont fait ressortir que la Convention avait des chances d'entrer en vigueur dans le courant de l'année et a rappelé que, dans sa résolution 50/112, l'Assemblée générale avait indiqué que la Conférence des Parties se tiendrait les deuxième et troisième semaines d'août 1997. Le Président a ajouté que les deux premières semaines de septembre 1997 seraient une date préférable.

VI. EXAMEN DE LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE LES FONDS EXTRABUDGÉTAIRES

37. Le Comité a tenu un débat sur l'examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires (point 5 de l'ordre du jour) aux 5e et 6e séances, les 7 et 13 février 1996.

38. À sa 8e séance, le 15 février, le Comité était saisi d'un document de séance contenant les conclusions du Président sur le point de l'ordre du jour susmentionné (A/AC.241/CRP.18), que le Comité a décidé de joindre au rapport (voir appendice III).

VII. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA NEUVIÈME SESSION

39. À sa 8e séance, le 15 février, le Comité a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de sa neuvième session (voir appendice IV).

/...

VIII. ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ SUR LES TRAVAUX DE SA
HUITIÈME SESSION

40. À sa 8e séance, le 15 février, le Comité a adopté son projet de rapport publié sous la cote A/AC.241/L.29 et Add.1 et a autorisé le Rapporteur par intérim, M. José Urrutia (Pérou), Vice-Président du Comité, à le mettre au point en consultation avec le Bureau.

APPENDICE I

Liste des documents dont le Comité était saisi à
sa huitième session

| <u>Cote du document</u> | <u>Point de l'ordre du jour</u> | <u>Titre ou description</u> |
|-----------------------------|---|---|
| A/AC.241/9/Add.11 | 1 | Liste des organisations non gouvernementales dont l'accréditation est recommandée par le Comité |
| A/AC.241/42 | 1 | Ordre du jour provisoire de la huitième session |
| A/AC.241/43 | 2 | Note du Secrétariat sur le choix de l'organisation qui abritera le Mécanisme mondial |
| A/AC.241/44 | 2 | Note du Secrétariat sur la désignation d'un secrétariat permanent et dispositions relatives à son fonctionnement |
| A/AC.241/45 | 2 | Note du Secrétariat sur le projet de règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat permanent |
| A/AC.241/46 | 2 | Note du Secrétariat sur le programme et budget |
| A/AC.241/47 | 2 | Note du Secrétariat sur l'organisation de la coopération scientifique et technique |
| A/AC.241/48 | 2 | Note du Secrétariat sur le projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties |
| A/AC.241/49 | 2 | Note du Secrétariat sur les procédures de communication d'informations et d'examen de l'application de la Convention |
| A/AC.241/50 | 2 | Note du Secrétariat sur les procédures de règlement des questions concernant l'application de la Convention |
| A/AC.241/51 et Corr.1 | 2 | Note du Secrétariat sur les procédures d'arbitrage et de conciliation |
| A/AC.241/52 et Add.1 | 5 | Note du Secrétariat sur l'examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires |

/...

| <u>Cote du document</u> | <u>Point de l'ordre du jour</u> | <u>Titre ou description</u> |
|-------------------------|---------------------------------|---|
| A/AC.241/L.29 et Add.1 | 7 | Projet de rapport du Comité sur les travaux de sa huitième session |
| A/AC.241/CRP.16 | 3 | Document de séance contenant les conclusions du Président sur le point 3 de l'ordre du jour |
| A/AC.241/CRP.17 | 2 | Document de séance contenant les conclusions du Président sur les exposés sur l'eau et l'énergie |
| A/AC.241/CRP.18 | 5 | Document de séance contenant les conclusions du Président sur le point 5 de l'ordre du jour |
| A/AC.241/WG.I(8)/L.1 | 2 | Projet de décision présenté par le Vice-Président du Groupe de travail I, M. Erwin Ortíz-Gandarillas (Bolivie), intitulé "Désignation d'un secrétariat permanent et dispositions à prendre pour en assurer le fonctionnement" |
| A/AC.241/WG.I(8)/L.2 | 2 | Projet de décision présenté par le Vice-Président du Groupe de travail I, M. Erwin Ortíz-Gandarillas (Bolivie), intitulé "Programme et budget" |
| A/AC.241/WG.I(8)/L.3 | 2 | Projet de décision présenté par le Vice-Président du Groupe de travail I, M. Erwin Ortíz-Gandarillas (Bolivie), intitulé "Projet de règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat permanent" |
| A/AC.241/WG.I(8)/L.4 | 2 | Projet de décision présenté par le Vice-Président du Groupe de travail I, M. Erwin Ortíz-Gandarillas (Bolivie), intitulé "Choix de l'organisation qui abritera le Mécanisme mondial" |
| A/AC.241/WG.II(8)/L.1 | 2 | Projet de décision présenté par le Président du Groupe de travail II, intitulé "Organisation de la coopération scientifique et technique" |
| A/AC.241/WG.II(8)/L.2 | 2 | Projet de décision présenté par le Président du Groupe de travail II, intitulé "Projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties" |

| <u>Cote du document</u> | <u>Point de l'ordre du jour</u> | <u>Titre ou description</u> |
|-------------------------|---------------------------------|---|
| A/AC.241/WG.II(8)/L.3 | 2 | Projet de décision présenté par le Président du Groupe de travail II, intitulé "Procédures de communication d'informations et d'examen de l'application de la Convention" |
| A/AC.241/WG.II(8)/L.4 | 3 | Projet de décision présenté par le Président du Groupe de travail II, intitulé "Procédures de conciliation et d'arbitrage" |
| A/AC.241/WG.II(8)/L.5 | 2 | Projet de décision présenté par le Président du Groupe de travail II, intitulé "Procédures de règlement des questions concernant l'application" |

APPENDICE II

Décisions adoptées par le Comité à sa huitième session

Décision 8/1

Accréditation des organisations non gouvernementales

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, tenant compte du paragraphe 19 de la résolution 47/188 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, et de l'article 49 du règlement intérieur du Comité (A/AC.241/3), a décidé d'approuver l'accréditation des organisations non gouvernementales suivantes :

ACTIONAID

Collectif d'actions pur le développement intégré dans les communautés (CADIC)

Coopérative d'agriculture et d'élevage de reboisement de Bareina

Green Cross International (GCI)

Youth for Action

Décision 8/2

Désignation d'un secrétariat permanent et dispositions
à prendre pour en assurer le fonctionnement

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, décide :

a) De renvoyer à sa prochaine session l'examen du projet de décision soumis par l'Ouganda à la septième session au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine (A/AC.241/WG.I(7)/L.1);

b) D'inviter les membres du Comité à soumettre par écrit au secrétariat intérimaire, avant le 1er juin 1996, leurs observations concernant la note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies relative aux dispositions administratives à prendre pour le secrétariat permanent publiée sous la cote A/AC.241/44;

c) De prier les organisations internationales, y compris les départements et programmes compétents de l'ONU, ainsi que les organismes des Nations Unies, en particulier ceux qui sont mentionnés au paragraphe 8 de la note du Secrétaire général, d'adresser une communication écrite au secrétariat intérimaire avant le 1er juin 1996 : i) pour lui faire savoir qu'ils souhaitent fournir un appui administratif global au secrétariat permanent; ii) pour expliquer les raisons justifiant cet intérêt et décrire ce que pourrait être la nature de cet appui en se fondant sur les critères énoncés à l'annexe I du document A/AC.241/34; et/ou

/...

iii) pour indiquer quels sont, parmi ces services d'appui, ceux qui pourraient venir s'ajouter aux dispositions d'ensemble qui seraient prises entre la Conférence des Parties et l'Organisation des Nations Unies, du type de celles qui sont esquissées dans la note du Secrétaire général;

d) De prier les gouvernements disposés à accueillir le secrétariat permanent de présenter leur offre de manière détaillée, comme suite à sa décision 7/5, et ce avant le 1er juin 1996;

e) De prier le secrétariat intérimaire d'établir une compilation des documents visés aux alinéas b), c), d) ci-dessus et de la diffuser le plus tôt possible avant la neuvième session du Comité;

f) D'examiner cette question plus avant à sa neuvième session sur la base de la compilation établie par le secrétariat intérimaire et des documents A/AC.241/34, A/AC.241/44 et A/AC.241/WG.I(7)/L.1.

Décision 8/3

Programme et budget

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, ayant examiné la question du programme et du budget à sa huitième session, prie le secrétariat intérimaire de lui soumettre pour examen à la dernière session qu'il tiendra avant la première session de la Conférence des Parties un projet de programme de travail de la Conférence des Parties et le projet de budget de la Convention pour le premier exercice financier suivant la première session de la Conférence des Parties, en se fondant sur le document A/AC.241/46 et en tenant compte des vues exprimées par les délégations sur la question à la huitième session du Comité ainsi que de l'examen par le Comité des règles de gestion financière et de la question de la désignation d'un secrétariat permanent et des dispositions à prendre pour en assurer le fonctionnement.

Décision 8/4

Projet de règles de gestion financière de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat permanent

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, ayant examiné, à sa huitième session, la question des règles de gestion financière qui fait l'objet du document A/AC.241/45, invite le secrétariat intérimaire à lui soumettre, à sa neuvième session, une version révisée du projet de règles de gestion financière en tenant compte des vues exprimées par les délégations à sa huitième session.

Décision 8/5

Choix de l'organisation qui abritera le Mécanisme mondial

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, ayant examiné, à sa huitième session, le document A/AC.241/43 sur le choix de l'organisation qui abritera le Mécanisme mondial (A/AC.241/43) :

a) Invite les membres du Comité ainsi que les groupes régionaux et autres groupes d'intérêt à communiquer au secrétariat intérimaire avant le 1er mai 1996 leurs observations écrites au sujet des fonctions du Mécanisme mondial;

b) Prie le secrétariat intérimaire d'établir une compilation, pour examen à sa neuvième session, des communications visées au paragraphe a) ainsi que des observations formulées sur la question par les délégations et groupes de délégations à sa huitième session et de toutes informations supplémentaires communiquées par les institutions compétentes;

c) Prie également le secrétariat intérimaire d'établir pour sa neuvième session un texte de négociation préliminaire définissant les fonctions du Mécanisme mondial et les critères à appliquer pour choisir l'institution qui l'abritera, en gardant à l'esprit les observations faites par les délégations et les groupes de délégations à la huitième session, ainsi que la compilation visée à l'alinéa b).

Décision 8/6

Organisation de la coopération scientifique et technique

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, notant les progrès accomplis au sein du Groupe de travail II sur la question de l'organisation de la coopération scientifique et technique, prie le secrétariat intérimaire d'élaborer, pour la neuvième session :

a) Un projet révisé de décision concernant le mandat du Comité de la science et de la technologie tenant compte des délibérations du Groupe de travail II à la huitième session;

b) Des projets de décision concernant le registre d'experts indépendants et les groupes spéciaux en se fondant sur les observations et suggestions faites à la huitième session ainsi que sur toutes autres vues que ses membres pourraient communiquer au secrétariat intérimaire par écrit le 15 avril 1996 au plus tard.

Décision 8/7

Projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, notant les progrès accomplis au sein du Groupe de travail II dans l'élaboration du projet de règlement intérieur de la Conférence des Parties sur la base du document A/AC.241/48, prie le secrétariat intérimaire d'élaborer, pour la neuvième session, un texte révisé tenant compte des délibérations du Groupe de travail II à la huitième session.

Décision 8/8

Procédures de communication d'informations et d'examen
de l'application de la Convention

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, notant les progrès accomplis au sein du Groupe de travail II en ce qui concerne le projet de décision de la Conférence des Parties sur la communication d'informations et l'examen de l'application de la Convention dont le texte est reproduit dans le document A/AC.241/49, ainsi que le rapport qui existe entre cette question et les travaux menés dans d'autres instances pour définir des repères et des indicateurs afin de mesurer les progrès accomplis dans l'application de la Convention, prie le secrétariat intérimaire d'établir, pour sa neuvième session, une version révisée du projet de décision de la Conférence des Parties sur la question reflétant les délibérations du Groupe de travail II à la huitième session et de lui rendre compte des travaux en cours sur les repères et les indicateurs.

Décision 8/9

Procédures de conciliation et d'arbitrage

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, ayant examiné la question de l'adoption d'annexes relatives à la conciliation et à l'arbitrage sur la base du document A/AC.241/50, décide de renvoyer cette question à la première session de la Conférence des Parties pour que celle-ci l'examine plus avant, et invite les membres du Comité à communiquer leurs observations par écrit au secrétariat intérimaire.

Décision 8/10

Procédures de règlement des questions concernant l'application

Le Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays

/...

gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, ayant examiné la question des procédures de règlement des questions concernant l'application sur la base du document A/AC.241/51, décide de renvoyer cette question à la Conférence des Parties, à sa première session, pour qu'elle l'examine plus avant, et invite les membres du Comité à communiquer leurs observations par écrit au secrétariat intérimaire.

APPENDICE III

Conclusions du Président

A. Eau et énergie

Nécessité d'adopter une approche intégrée pour lutter contre la désertification : le rôle de la gestion de l'eau et des stratégies énergétiques de remplacement

1. L'une des caractéristiques essentielles de la Convention est qu'elle reconnaît la nécessité de replacer la gestion des sols dans le contexte plus général des politiques sectorielles concernant notamment l'eau, l'énergie, les échanges et la population et divers aspects de l'élaboration des politiques socio-économiques. Cette démarche est également conforme à l'approche générale préconisée dans le programme Action 21.
2. Il est hautement souhaitable que le Comité intergouvernemental de négociation et, par la suite, la Conférence des Parties, s'efforcent de renforcer cette approche horizontale. À la huitième session, le Président avait donc invité Mme Gunilla Björklund de l'Institut de Stockholm pour l'environnement à présenter les travaux en cours sur une évaluation globale des ressources en eau et M. Robert Hamwey de l'Académie internationale pour l'environnement à exposer les problèmes énergétiques relatifs aux zones arides.
3. Les membres du Comité ont suivi avec beaucoup d'intérêt ces exposés, dont le texte a été distribué pendant la session.

B. Action spécifique

1. Mesures urgentes en faveur de l'Afrique

4. Le débat sur les mesures urgentes en faveur de l'Afrique a été organisé de façon à porter d'abord sur l'Afrique australe puis, successivement, sur l'Afrique orientale et la corne de l'Afrique, l'Afrique du Nord et enfin l'Afrique occidentale. Les organisations sous-régionales ont fait des déclarations liminaires qui ont été suivies par des exposés de pays et des observations formulées par des membres de la communauté des donateurs. Ces déclarations ont montré qu'une activité intense était déployée dans les diverses régions et elles ont fait apparaître le sérieux avec lequel toutes les parties concernées concevaient les mesures transitoires en faveur de l'Afrique et les préparatifs en vue de l'entrée en vigueur de la Convention. Un grand nombre de pays ont indiqué qu'en ce qui les concernait le processus de ratification était bien engagé.
5. Au cours du débat, les différences régionales ont été soulignées. Il était évident cependant que plusieurs points de caractère général, qui sont évoqués ci-après, présentaient un intérêt particulier au stade actuel.

Efficacité des activités menées au niveau national

6. Les pays touchés d'Afrique mettent en place le dispositif nécessaire pour élaborer les programmes d'action nationaux. La plupart ont constitué des organes de coordination nationaux composés de représentants du gouvernement mais cela ne signifie pas forcément qu'un degré de priorité suffisamment élevé ait été accordé à l'application de la Convention dans les programmes nationaux de développement.

7. Les pays touchés ont en outre commencé à mettre à contribution d'autres parties intéressées au niveau national, en particulier les organisations non gouvernementales. Certains ont aussi pris des mesures pour faire participer les collectivités locales en recourant à des procédés tels que les ateliers de district. Il reste beaucoup à faire cependant pour renforcer l'approche partant de la base en veillant à ce que les organisations non gouvernementales et les collectivités locales soient pleinement associées aux activités dans tous les pays. Les habitants des villages doivent voir que la Convention peut modifier leur réalité.

8. Dans un ou deux cas, les pays sont arrivés au stade où ils organisent des forums nationaux avec la participation de la communauté des donateurs. En général, cependant, les efforts entrepris pour faire en sorte que les pays donateurs et les institutions multilatérales soient pleinement associés à la conception des programmes d'action n'ont pas encore porté leurs fruits. Les activités de coordination des donateurs, comme la désignation d'un "chef de file" n'en sont encore qu'à leurs débuts. La mise en place dans le cadre de la Convention de mécanismes de coordination efficaces et d'un partenariat qui fonctionne bien avec la communauté des donateurs est un processus complexe. Les organismes qui fournissent une assistance sur le terrain ont besoin de plus d'informations sur le rôle de la Convention pour élaborer leurs programmes.

9. Avec l'appui résolu du secrétariat intérimaire, des donateurs bilatéraux et des organismes des Nations Unies, les séminaires nationaux de sensibilisation se généralisent et se révèlent efficaces pour faire prendre conscience aux acteurs nationaux, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, de l'importance de la Convention. Les médias se sont fait largement l'écho de ces manifestations. Nous devons maintenant voir comment prolonger cette action en poursuivant l'effort d'éducation du public. À cet égard, les résultats obtenus dans certains pays sont prometteurs.

10. Il faut faire davantage pour assurer l'intégration des programmes d'action nationaux dans d'autres programmes de développement durable tels que les Programmes d'action nationaux dans le domaine de l'environnement (NEAP) et les stratégies nationales de conservation de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources. L'action entreprise dans quelques pays montre ce qu'il pourrait être possible de faire.

11. Les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux ont décrit de nombreuses initiatives importantes visant à fournir une assistance financière et technique expressément destinée aux mesures urgentes en Afrique. Des explications supplémentaires sont nécessaires pour que les pays touchés et leurs

organisations sous-régionales puissent recourir plus facilement à cette assistance.

12. Les organisations non gouvernementales font du bon travail pour ce qui est de constituer des réseaux et de s'organiser, par exemple au moyen de mécanismes de liaison, afin d'appuyer l'application de la Convention. Elles ont besoin d'un soutien constant pour améliorer leurs activités au niveau local.

Efficacité des activités menées au niveau sous-régional

13. Le processus d'élaboration de programmes d'action sous-régionaux a pris un bon départ. Des réunions initiales ont déjà eu lieu, avec un bon niveau de participation tant des gouvernements que des organisations non gouvernementales et des éléments des programmes d'action ont été définis. Dans certains cas, cependant, la communauté internationale aurait pu participer davantage à ces manifestations.

14. Ces réunions sous-régionales ont été notamment caractérisées par l'organisation d'ateliers destinés à mobiliser les médias. Il serait intéressant de voir dans quelle mesure cela a permis d'accroître l'importance et la qualité de la couverture médiatique consacrée à la Convention. Dans ce contexte, des exemples encourageants de mesures prises à l'échelon national pour mobiliser l'intérêt des médias ont été donnés.

15. Quelques organisations sous-régionales estiment qu'il serait nécessaire de créer des "fonds d'habilitation" pour les aider à poursuivre les préparatifs des programmes d'action.

Enseignements concernant l'application future de la Convention

16. La coordination entre les pays touchés et les partenaires internationaux est essentielle mais difficile. Nous devons voir de manière plus claire comment elle devrait fonctionner.

17. Il faudrait réfléchir davantage au délicat problème consistant à faire en sorte que les activités sous-régionales renforcent l'action locale.

18. Les échanges d'informations et de réunions entre les différentes sous-régions peuvent avoir des résultats positifs.

19. L'application de la Convention et les préoccupations liées à la sécurité alimentaire devraient être étroitement liées. La prise en compte dans l'ordre du jour du Sommet mondial de l'alimentation des préoccupations exprimées dans la Convention serait un premier pas dans ce sens.

20. Il faudrait réfléchir davantage à la façon de rassembler les divers aspects de l'application de la Convention dans une optique globaliste, en regroupant certaines questions comme celles qui concernent la terre et l'eau, l'énergie, le développement rural intégré et le rôle des femmes.

2. Mesures prises dans d'autres régions

Mesures transitoires prises dans la région de l'Asie

21. Il est encourageant de noter que beaucoup d'efforts sérieux sont en cours pour appliquer la Convention dans la région de l'Asie. Il a été relevé en particulier qu'un document de fond en vue de cette application était en cours d'élaboration et serait examiné lors d'une réunion spéciale organisée par l'Inde.

22. Les grands pays d'Asie, en particulier l'Inde et la Chine, ont présenté des exposés spéciaux consacrés à l'action entreprise. Un représentant des organisations non gouvernementales chinoises a également présenté une communication. Dans ces deux pays, des programmes ambitieux étaient en cours d'exécution. Il a été noté en particulier que la réussite des mesures prises passait par une volonté résolue des gouvernements tant au niveau régional que sous-régional, des efforts de sensibilisation, notamment dans le secteur de l'enseignement, afin de permettre aux populations locales de contribuer efficacement à la lutte contre la désertification, et des efforts particuliers pour diffuser et utiliser des technologies à la fois efficaces et appropriées dans le cadre de la lutte contre la désertification.

23. Les pays de la région de la mer d'Aral ont souligné l'ampleur de la catastrophe qui s'était produite, attirant l'attention sur les conséquences physiques et les répercussions sur les populations, en particulier en ce qui concerne la situation sanitaire. Ils ont également insisté sur l'importance de l'action concertée qui avait été entreprise dans la région et ont évoqué en particulier la récente Déclaration de Nukus et les préparatifs en cours en vue de l'élaboration d'une convention régionale. Il est en outre évident que, s'agissant de l'action entreprise dans la région de la mer d'Aral, l'appui de la Convention serait nécessaire et qu'il faudrait donc étudier différentes façons d'établir un lien entre la Convention et la situation existant dans cette région.

24. Les divers pays de la région de l'Asie occidentale ont fait valoir que les récentes évolutions politiques avaient ouvert la voie à de nouvelles mesures de lutte contre la désertification et à de nouvelles possibilités d'instaurer une coopération efficace. Ils ont en outre fait observer que leur expérience commune en matière de traitement des questions relatives aux terres arides se révélerait utile pour résoudre les problèmes qui se posaient dans d'autres régions, en particulier en Afrique.

25. Les représentants de la région transcaucasienne et de la Fédération de Russie ont rappelé que les problèmes qui se posaient dans cette région du monde étaient graves et justifiaient qu'on les étudie dans le cadre de la Convention. Il a été indiqué en particulier qu'un centre européen des zones arides était actuellement mis en place dans la République de Kalmoukie et qu'on espérait que cette initiative bénéficierait d'un soutien international. Par ailleurs, le représentant de la Fédération de Russie a présenté des observations sur l'éventuelle adhésion de la Russie à la Convention et le Président a souligné qu'il mettrait tout en oeuvre pour faciliter cette adhésion.

/...

26. Tous les pays de la région qui ont participé au débat ont souligné qu'ils considéraient la Convention comme un élément important pour appuyer leur lutte contre la désertification. Plusieurs d'entre eux ont indiqué qu'ils comptaient la ratifier ou y accéder rapidement.

27. Une déclaration a été faite au nom des organisations non gouvernementales asiatiques. Sur un plan plus général, l'importance du rôle des organisations non gouvernementales dans la région de l'Asie a été soulignée. Il a été noté qu'une importante réunion d'organisations non gouvernementales s'était tenue récemment au Pakistan.

Mesures transitoires prises dans la région de l'Amérique latine

28. Les délégations costa-ricienne et argentine ont présenté un rapport complet sur la première Conférence régionale relative à la Convention, qui s'était tenue récemment à Buenos Aires. Cette réunion avait été une réussite et avait démontré qu'il y avait un fort mouvement en faveur de la Convention dans la région. Des travaux étaient en cours pour élaborer un programme d'action régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes afin d'appuyer les programmes d'action nationaux et de faciliter la coordination dans le domaine scientifique et technologique. Une importance particulière était accordée à la nécessité de mobiliser des ressources financières dans la région et à l'extérieur. Parmi d'autres mesures prioritaires, la Conférence avait affirmé qu'il fallait accélérer le processus de ratification et d'adhésion, élaborer des programmes d'action nationaux et mettre en place des centres de liaison nationaux.

29. Plusieurs délégations de pays d'Amérique latine ont fait des déclarations dans lesquelles elles ont approuvé les conclusions de la Conférence de Buenos Aires. Elles ont en outre informé le Comité des mesures importantes qui étaient entreprises au niveau national et des efforts en cours pour ratifier rapidement la Convention. Le Comité a également entendu une déclaration faite au nom des organisations non gouvernementales d'Amérique latine.

30. Il a été proposé qu'à la prochaine session du Comité, on s'efforce de procéder à un examen systématique de la situation dans les diverses sous-régions de la région de l'Amérique latine.

31. Considérées globalement, les diverses déclarations qui ont été faites ont donné l'image encourageante d'une activité très intense en Amérique latine dans le cadre des mesures transitoires prises en vertu de la Convention. On a souhaité que des contacts étroits soient établis entre l'Amérique latine et les autres régions.

Mesures transitoires prises dans la région de la Méditerranée septentrionale

32. La délégation espagnole a exposé les mesures prises dans la région comme suite à la réunion régionale qui s'était tenue à Almería (Espagne) en juin 1995.

33. Il a été noté que l'Union européenne élaborait un certain nombre de programmes importants dans la région de la Méditerranée et que la Convention aurait un impact non négligeable sur ces programmes. Les pays de la

Méditerranée septentrionale sont également prêts à élargir la coopération dans la région de la Méditerranée.

34. Sur le plan de la procédure, une proposition a été faite au sujet de la représentation de la région de la Méditerranée septentrionale au sein du Bureau de la Conférence des Parties.

C. Examen de la situation en ce qui concerne
les fonds extrabudgétaires

35. Le Comité a examiné le point 5 de l'ordre du jour intitulé "Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires" à ses 5e et 6e séances, les 7 et 12 février. À la 5e séance, le Secrétaire exécutif du secrétariat intérimaire a présenté les documents A/AC.241/52 et Add.1.

36. Le représentant des Pays-Bas a informé le Comité que, comme le Ministre, M. Pronk, l'avait annoncé, le Gouvernement néerlandais verserait une contribution d'un montant équivalant à 600 000 dollars des États-Unis. Il a précisé que cette contribution était destinée à financer notamment la participation aux sessions du Comité intergouvernemental de négociation des pays admis à bénéficier de ce type d'aide ainsi que la participation et le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales et à appuyer les projets du secrétariat pendant la période transitoire. Le représentant des Pays-Bas a précisé également que de nouvelles consultations auraient lieu avec le secrétariat sur la question.

37. Le représentant de l'Allemagne a fait savoir que son pays avait arrêté la procédure de transfert de la contribution qu'il avait annoncée et qui s'élevait à 50 000 dollars des États-Unis.

38. Le représentant du Canada a demandé au Secrétariat d'améliorer son système de notification des dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale. Le représentant du secrétariat intérimaire chargé du budget et de l'administration a expliqué que les procédures de l'Organisation des Nations Unies ne laissaient pas une grande marge de manoeuvre mais il a souligné que le secrétariat était prêt à examiner toute question particulière avec les délégations intéressées.

39. Le Président du Comité a également invité toutes les délégations qui souhaitaient obtenir des précisions sur des questions relatives à l'état des fonds extrabudgétaires à prendre contact avec le secrétariat intérimaire afin d'obtenir tous les détails voulus.

40. Enfin, le Président a exprimé sa gratitude aux membres du Comité pour leur générosité et a souligné l'importance de leurs contributions aux deux fonds du Comité.

APPENDICE IV

Ordre du jour provisoire de la neuvième session du Comité

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Préparatifs de la Conférence des Parties.
3. Action spécifique :
 - a) Mesures urgentes en faveur de l'Afrique;
 - b) Mesures prises dans les régions de l'Amérique latine, de l'Asie et de la Méditerranée septentrionale.
4. État de la signature et de la ratification de la Convention.
5. Examen de la situation en ce qui concerne les fonds extrabudgétaires.
6. Adoption de l'ordre du jour provisoire de la dixième session.
7. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa neuvième session.
